

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/10073]

19 JANUARI 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 januari 2020 inzake opsporing van aangeboren afwijkingen in de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de “ Office de la Naissance et de l’Enfance », afgekort “ O.N.E. », artikel 2, § 2, tweede lid, en artikel 3, tweede lid ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 januari 2020 inzake opsporing van aangeboren afwijkingen in de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 maart 2021 ;

Gelet op het voorstel van de Raad van bestuur van de “ Office de la Naissance et de l’Enfance, » gegeven op 25 mei 2022 ;

Gelet op de “ gendertest » van 14 november 2022 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 november 2022 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 1 december 2022 ;

Gelet op de beslissing van het inter-Franstalig overlegorgaan, genomen op 13 december 2022 ;

Gelet op het advies nr. 72.711/4 van de Raad van State, gegeven op 9 januari 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 7, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 januari 2020 inzake opsporing van aangeboren afwijkingen in de Franse Gemeenschap wordt 2° vervangen als volgt :

“ 2° de dosering garanderen van de merkstoffen waarbij de volgende aandoeningen kunnen worden opgespoord : hypothyreoïdie, bijnierhyperplasie, fenylnketonurie, tyrosinemie, leukinose, homocystinurie, galactosemie, deficiëntie in biotinidase, methylmalonacidemie (MMA), propionzuuracidemie (PA), glutaaracidurie van type I (GAI), isovaleriaanzuuracidemie (IVA), het medium keten acyl-CoA-dehydrogenasedeficiëntie van vetzuren (MCAD), de multiple acyl-CoA dehydrogenasedeficiëntie (MADD), acyl-CoA dehydrogenase deficiëntie van vetzuren met zeer lange keten (VLCAD), het lange keten 3-hydroxyacyl-CoA dehydrogenase deficiëntie (LCHAD), carnitine opname deficiëntie (CUD), mucoviscidose, spinale spieratrofie en sikkelcelsyndromen ; ».

Art. 2. In artikel 15, § 1, van hetzelfde besluit wordt het laatste streepje vervangen als volgt :

“ - de resultaten van elke uitgevoerde analyse om de aandoeningen vermeld in artikel 7, § 2, 2° op te sporen. ».

Art. 3. In artikel 21, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden “ 32,32 euro » vervangen door de woorden “ 37,09 euro ».**Art. 4.** In hetzelfde besluit wordt de bijlage vervangen door de bijlage gevoegd bij dit besluit.**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2023.**Art. 6.** De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 januari 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/201125]

9 FEVRIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l’arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d’agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation et abrogeant l’arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 2020 portant des mesures d’urgence en matière de reprise du contrôle technique et abrogeant l’arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d’urgence en matière de contrôle technique et l’arrêté ministériel du 5 mai 2020 portant exécution de l’arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 2020 portant des mesures d’urgence en matière de reprise du contrôle technique et abrogeant l’arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d’urgence en matière de contrôle technique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, article 1^{er}, § 1^{er}, modifié par les lois du 18 juillet 1990 et du 27 novembre 1996;

Vu l’arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d’agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 2020 portant des mesures d'urgence en matière de reprise du contrôle technique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique;

Vu l'arrêté ministériel du 5 mai 2020 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 2020 portant sur des mesures de reprise en matière de contrôle technique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique;

Vu l'avis de la Commission consultative wallonne administration-industrie, donné le 18 novembre 2022;

Vu le rapport du 6 décembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril visant la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 72.789/4 du Conseil d'État, donné le 18 janvier 2023 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que dans le cadre des mesures d'urgence liées à la crise sanitaire, l'obligation de la prise de rendez-vous pour la présentation des véhicules de catégorie M1 et N1 a été instaurée;

Que ce système a montré plusieurs avantages, dont, notamment, l'absence d'atteinte à l'ordre public et l'optimisation de la capacité de passage en station du contrôle technique, de sorte qu'il paraît justifié de pérenniser ce système;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2022 relatif au contrôle technique des véhicules à deux ou trois roues et des quadricycles et modifiant l'arrêté royal du 10 octobre 1974 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les cyclomoteurs et les motocyclettes ainsi que leurs remorques prévoyant l'implémentation du contrôle technique motos, à partir du 1^{er} janvier 2023, dans un nombre de stations limité;

Considérant le nombre limité d'inspecteurs formés à ce contrôle technique motos et le nombre limité de contrôles attendus;

Considérant que le présent arrêté fixe une orientation en matière de contrôle technique visant l'obligation de rendez-vous pour les contrôles complets des véhicules de catégories M1 et N1 et de catégorie L;

Que cette décision a fait l'objet d'une concertation avec les organismes de contrôle technique;

Que la mise en place du système de rendez-vous obligatoire est largement plébiscitée dans le cadre de l'enquête de satisfaction réalisée auprès des clients;

Que cette obligation de prise de rendez-vous est assortie de mesures visant à faciliter celle-ci;

Considérant par ailleurs que les mesures d'urgence en vigueur imposées dans les stations de contrôle technique dans le cadre de la crise liée au Covid-19 peuvent être levées;

Que parallèlement, le présent arrêté prévoit l'abrogation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 2020 portant des mesures d'urgence en matière de reprise du contrôle technique et de l'arrêté ministériel du 5 mai 2020 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 2020 portant des mesures d'urgence en matière de reprise du contrôle technique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique.

Sur la proposition de la Ministre de la Sécurité routière;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 4 de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation est remplacé par ce qui suit :

« Art 4. § 1^{er}. L'organisme assure une qualité optimale du service aux usagers.

Il se conforme aux directives qui lui sont données en la matière par le ministre ou son délégué. Il veille notamment à limiter les temps d'attente.

Il ne peut pas être prévu de fermeture annuelle.

Les horaires sont approuvés par le Ministre ou son délégué.

§ 2. L'organisme envoie, selon les modalités fixées par le Ministre ou son délégué, un rappel pour chaque véhicule soumis au contrôle, pour la zone d'action qui lui est attribuée, sur la base des données provenant de la Banque-carrefour des véhicules, telle que définie par la loi du 19 mai 2010 portant création de la Banque-carrefour des véhicules.

§ 3. L'organisme effectue le contrôle des véhicules, pendant les heures d'accès, même si ce véhicule dépend d'une autre zone d'action, selon les dispositions suivantes :

1° uniquement sur rendez-vous pour le contrôle des véhicules de catégories M1 et N1 présentés à une station de contrôle, pour les contrôles complets au sens de l'article 23 bis, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité visés aux articles 23ter et 23sexies § 1^{er}, 2°, 3° et 6°, de ce même arrêté;

2° uniquement sur rendez-vous pour le contrôle des véhicules de catégories L présentés à une station de contrôle, pour les contrôles complets au sens de l'article 5, § 1^{er}, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2022 relatif au contrôle technique des véhicules à deux ou trois roues et des quadricycles et modifiant l'arrêté royal du 10 octobre 1974 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les cyclomoteurs et les motocyclettes ainsi que leurs remorques;

3° sur rendez-vous ou en libre présentation pour tous les autres contrôles.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, le contrôle des véhicules prioritaires visés à l'article 37 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, peut se faire sans rendez-vous.

Les modalités de prise de rendez-vous sont fixées par le Ministre ou son délégué.

§ 4. L'organisme remet après contrôle les documents de visite appropriés. ».

Art. 2. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 2020 portant des mesures d'urgence en matière de reprise du contrôle technique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique;

2° l'arrêté ministériel du 5 mai 2020 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 2020 portant sur des mesures de reprise en matière de contrôle technique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique.

Art. 3. La Ministre de la Sécurité routière est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 février 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/201125]

9. FEBRUAR 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in den Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Mai 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Bezug auf die Wiederaufnahme der technischen Kontrolle und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen technische Kontrolle und des Ministeriellen Erlasses vom 5. Mai 2020 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Mai 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Bezug auf die Wiederaufnahme der technischen Kontrolle und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen technische Kontrolle

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Juni 1985 über die technischen Anforderungen, denen jedes Fahrzeug für den Transport auf dem Landweg, seine Bestandteile und sein Sicherheitszubehör entsprechen müssen, Artikel 1 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 18. Juli 1990 und vom 27. November 1996;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Mai 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Bezug auf die Wiederaufnahme der technischen Kontrolle und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen technische Kontrolle;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 5. Mai 2020 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Mai 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Bezug auf die Wiederaufnahme der technischen Kontrolle und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen technische Kontrolle;

Aufgrund der am 18. Dezember 2022 abgegebenen Stellungnahme des Wallonischen Beratungsausschusses Verwaltung-Industrie;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 6. Dezember 2022;

Aufgrund des am 18. Januar 2023 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 72.789/4;

In der Erwägung, dass im Rahmen der Dringlichkeitsmaßnahmen im Zusammenhang mit der Gesundheitskrise die Verpflichtung zur Terminvereinbarung für die Vorführung von Fahrzeugen der Klassen M1 und N1 eingeführt wurde;

In der Erwägung, dass dieses System mehrere Vorteile aufgewiesen hat, darunter insbesondere die Vermeidung einer Gefährdung der öffentlichen Ordnung und die Optimierung der Durchlaufkapazität der technischen Prüfstellen, so dass es gerechtfertigt erscheint, dieses System dauerhaft beizubehalten;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. November 2022 über die technische Kontrolle von zwei- oder dreirädrigen und vierrädrigen Fahrzeugen und zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 10. Oktober 1974 zur Einführung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kleinkrafträder und Motorräder sowie an ihre Anhänger, der die Einführung der technischen Kontrolle von Motorrädern ab dem 1. Januar 2023 in einer begrenzten Anzahl von Prüfstellen vorsieht;

In Erwägung der begrenzten Anzahl von Inspektoren, die für diese technische Kontrolle von Motorrädern ausgebildet sind, und der begrenzten Anzahl von zu erwartenden Kontrollen;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass Leitlinien für die technische Kontrolle festlegt, die auf eine Terminverpflichtung für die vollständigen Kontrollen von Fahrzeugen der Klassen M1 und N1 sowie der Klasse L abzielen;

In der Erwägung, dass diese Entscheidung Gegenstand einer Konzertierung mit den technischen Prüfstellen war;

In der Erwägung, dass die Einführung eines Systems zur verbindlichen Terminvereinbarung im Rahmen einer Kundenzufriedenheitsumfrage auf breite Zustimmung stößt;

In der Erwägung, dass diese Verpflichtung zur Terminvereinbarung mit Maßnahmen einhergeht, die diese erleichtern sollen;

In der Erwägung, dass die geltenden Dringlichkeitsmaßnahmen, die in den technischen Prüfstellen im Rahmen der Krise im Zusammenhang mit Covid-19 angeordnet wurden, aufgehoben werden können;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass gleichzeitig die Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Mai 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Bezug auf die Wiederaufnahme der technischen Kontrolle und des Ministeriellen Erlasses vom 5. Mai 2020 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Mai 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Bezug auf die Wiederaufnahme der technischen Kontrolle und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen technische Kontrolle vorsieht.

Auf Vorschlag der Ministerin für die Verkehrssicherheit;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 4 - § 1. Die Einrichtung gewährleistet eine optimale Qualität der Dienstleistungen für die Nutzer.

Sie hält sich an die Richtlinien, die ihr in diesem Bereich vom Minister oder seinem Beauftragten erteilt werden. Sie achtet insbesondere darauf, die Wartezeiten möglichst gering zu halten.

Eine jährliche Schließung darf nicht vorgesehen werden.

Die Öffnungszeiten werden vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigt.

§ 2. Die Einrichtung versendet gemäß den vom Minister oder seinem Beauftragten festgelegten Modalitäten rechtzeitig eine Erinnerung für jedes der Kontrolle unterliegende Fahrzeug in dem ihr zugewiesenen Amtsbereich auf der Grundlage der Angaben aus der Zentralen Fahrzeugdatenbank, so wie sie in dem Gesetz vom 19. Mai 2010 zur Schaffung der Zentralen Fahrzeugdatenbank definiert ist.

§ 3. Die Einrichtung führt die Kontrolle von Fahrzeugen während der Zugangszeiten, auch wenn dieses Fahrzeug von einem anderen Amtsbereich abhängt, nach folgenden Bestimmungen durch:

1° nur nach vorheriger Terminvereinbarung für die Kontrolle von Fahrzeugen der Klassen M1 und N1, die einer Prüfstelle vorgeführt werden, für vollständige Kontrollen im Sinne von Artikel 23bis § 1 Absatz 2 des Königlichen Erlasses zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör gemäß Artikel 23ter und 23sexies § 1 Ziffern 2, 3 und 6 desselben Erlasses;

2° nur nach vorheriger Terminvereinbarung für die Kontrolle von Fahrzeugen der Klasse L, die einer Prüfstelle vorgeführt werden, für vollständige Kontrollen im Sinne von Artikel 5 § 1 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. November 2022 über die technische Kontrolle von zwei- oder dreirädrigen und vierrädrigen Fahrzeugen und zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 10. Oktober 1974 zur Einführung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kleinkrafträder und Motorräder sowie an ihre Anhänger;

3° nach Terminvereinbarung oder bei freier Vorführung für alle anderen Kontrollen.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 1 kann die Kontrolle der in Artikel 37 des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 zur Festlegung der allgemeinen Ordnung über den Straßenverkehr und die Benutzung der öffentlichen Straße genannten vorrangigen Fahrzeuge ohne Terminvereinbarung durchgeführt werden.

Die Modalitäten der Terminvereinbarung werden vom Minister oder seinem Beauftragten festgelegt.

§ 4. Die Einrichtung händigt nach der Kontrolle die entsprechenden Prüfbescheinigungen aus.“.

Art. 2 - Werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Mai 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Bezug auf die Wiederaufnahme der technischen Kontrolle und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen technische Kontrolle;

2° der Ministerielle Erlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Mai 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Bezug auf die Wiederaufnahme der technischen Kontrolle und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen technische Kontrolle;

Art. 3 - Die Ministerin für die Verkehrssicherheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Februar 2023

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/201125]

9 FEBRUARI 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering houdende noodmaatregelen inzake de hervatting van de technische keuring en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake technische keuring en het ministerieel besluit van 5 mei 2020 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 4 mei 2020 houdende noodmaatregelen inzake de hervatting van de technische keuring en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake technische keuring

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, inzonderheid op artikel 1, § 1, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1990 en 27 november 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 mei 2020 houdende noodmaatregelen inzake de hervatting van de technische keuring en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake technische keuring;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 mei 2020 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 4 mei 2020 houdende noodmaatregelen inzake de hervatting van de technische keuring en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake technische keuring

Gelet op het advies van de Waalse Adviescommissie "administratie-industrie", gegeven op 18 november 2022;

Gelet op het verslag van 6 december 2022, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 71.035/4 van de Raad van State, gegeven op 18 januari 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat in het kader van de noodmaatregelen in verband met de gezondheidscrisis de verplichting is ingevoerd om een afspraak te maken voor het aanbieden van voertuigen van de categorieën M1 en N1;

Dat dit systeem verschillende voordelen heeft opgeleverd, waaronder met name de afwezigheid van enige inbreuk op de openbare orde en de optimalisering van de capaciteit om het keuringsstation te passeren, zodat het gerechtvaardigd lijkt dit systeem te bestendigen;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 18 november 2022 betreffende de technische controle van twee- of driewielige voertuigen en vierwielers en tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 oktober 1974 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de bromfietsen, de motorfietsen en hun aanhangwagens moeten voldoen, dat voorziet in de uitvoering van de technische keuring van motorfietsen, vanaf 1 januari 2023, in een beperkt aantal stations;

Gelet op het beperkte aantal inspecteurs dat voor deze technische keuring van motorfietsen is opgeleid en het beperkte aantal controles dat wordt verwacht;

Overwegende dat dit besluit een richtsnoer bevat voor de technische keuring met betrekking tot de verplichting om een afspraak te maken voor een volledige controle van voertuigen van de categorieën M1 en N1 en van categorie L;

Dat deze beslissing is genomen in overleg met de keuringsinstellingen;

Dat de invoering van het verplichte afsprakensysteem brede steun kreeg in het klanttevredenheidsonderzoek;

Dat deze verplichting om een afspraak te maken vergezeld gaat van maatregelen om deze afspraak te vergemakkelijken;

Overwegende voorts dat de huidige noodmaatregelen die in het kader van de Covid-19-crisis aan de keuringsstations zijn opgelegd, kunnen worden opgeheven;

Dat tegelijkertijd dit besluit voorziet in de opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 4 mei 2020 houdende noodmaatregelen inzake de hervatting van de technische keuring en van het ministerieel besluit van 5 mei 2020 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 4 mei 2020 houdende noodmaatregelen inzake de hervatting van de technische keuring en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake technische keuring.

Op de voordracht van de Minister van Verkeersveiligheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 4 van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen wordt vervangen als volgt :

"Art. 4. § 1. De instelling verzekert de gebruikers diensten van optimale kwaliteit.

Zij schikt zich naar de richtlijnen die haar hierover verstrekt worden door de Minister of zijn gemachtigde. Zij waakt er inzonderheid over de wachttijden te beperken.

Er mag geen jaarlijkse sluiting worden voorzien

De uurregelingen moeten door de Minister of zijn gemachtigde worden goedgekeurd.

§ 2. De instelling stuurt, volgens de door de Minister of zijn afgevaardigde vastgestelde procedures, voor elk aan de controle onderworpen voertuig een herinnering voor het ambtsgebied dat haar is toegewezen, op basis van de gegevens van de Kruispuntbank van de Voertuigen, zoals bepaald bij de wet van 19 mei 2010 houdende oprichting van de Kruispuntbank van de Voertuigen.

§ 1. De instelling voert de controle van voertuigen uit, tijdens de toegangsuren, zelfs indien dit voertuig van een ander ambtsgebied afhangt, volgens de volgende bepalingen :

1° uitsluitend op afspraak voor de keuring van voertuigen van de categorieën M1 en N1 die aan een keuringsstation worden aangeboden, voor volledige keuringen in de zin van artikel 23 bis, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren bedoeld in de artikelen 23ter en 23sexies, § 1, 2°, 3° en 6° van hetzelfde besluit moeten voldoen.

2° uitsluitend op afspraak voor de keuring van voertuigen van categorie L die worden aangeboden in een keuringsstation, voor volledige keuringen in de zin van artikel 5, § 1, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2022 betreffende de technische controle van twee- of driewielige voertuigen en vierwielers en tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 oktober 1974 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de bromfietsen, de motorfietsen en hun aanhangwagens moeten voldoen;

3° op afspraak of vrije voorstelling voor alle andere controles.

In afwijking van paragraaf 1, 1°, kan de keuring van prioritaire voertuigen bedoeld in artikel 37 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, zonder afspraak geschieden.

De modaliteiten inzake afspraak worden vastgesteld door de Minister of zijn afgevaardigde.

§ 4. De instelling overhandigt na de keuring de passende keuringsdocumenten.”.

Art. 2. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Regering van 4 mei 2020 houdende noodmaatregelen inzake de hervatting van de technische keuring en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake technische keuring;

2° het ministerieel besluit van 5 mei 2020 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 4 mei 2020 houdende noodmaatregelen inzake de hervatting van de technische keuring en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake technische keuring.

Art. 3. De Minister van Verkeersveiligheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 februari 2023.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/201053]

3 JUIJN 2022. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 028 de la division organique 10 et le programme 044 de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022

Le Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, notamment l'article 26;

Vu le décret du 22 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022, notamment l'article 36;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 mai 2022;

Vu la décision du Gouvernement wallon en sa séance du 9 décembre 2021;

Considérant la nécessité de transférer des crédits de liquidation à l'adresse budgétaire de compte budgétaire 86321000 et de domaine fonctionnel 044.034 du programme 044 de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022, afin de soutenir les communes pour leurs investissements en infrastructures cyclables sur leur territoire afin de développer des réseaux locaux et investissements pour la mobilité active et l'intermodalité,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits de liquidation à concurrence de 11.500 milliers d'EUR sont transférés du programme 028 de la division organique 10 au programme 044 de la division organique 14.